



NATIONS UNIES  
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: GÉNÉRALE

E/ECA/CODI/5/10  
18 avril 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Cinquième réunion du Comité de l'information  
pour le développement (CODI-V)

Addis-Abeba  
29 avril – 4 mai 2007

**Rapport sur la suite donnée aux résolutions adoptées à la quatrième réunion  
du Comité de l'information pour le développement (CODI-IV)**

## **I. Introduction**

1. Le Comité de l'information pour le développement (CODI) a tenu sa quatrième réunion au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), à Addis-Abeba, du 25 au 27 avril 2005. Au préalable, une réunion s'est tenue le 24 avril au sujet du Conseil consultatif sur la statistique en Afrique. Une réunion postérieure à celle du CODI a en outre été consacrée, le 28 avril, à l'Association africaine de statistique et au Journal statistique africain. Des décisions ont été prises sur les questions suivantes :

- a) L'information en tant que ressource économique ;
- b) Rapports de pays ;
- c) Rapport sur les activités statistiques pendant la période 2004-2005 et projet de programme de travail pour la période 2006-2007 ;
- d) Rapport sur le Conseil consultatif sur la statistique en Afrique ;
- e) Rapport sur le Forum sur le développement de la statistique en Afrique ;
- f) Evaluation de l'application du Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993) ;
- g) Création d'une base de données statistiques régionale de la CEA ;
- h) Coopération internationale et coordination et liaisons inter-institutions dans le domaine de la statistique ;
- i) Projet sur les statistiques concernant les femmes ;
- j) Série de recensements de la population et du logement de 2010;
- k) Déclaration de la Commission concernant les statistiques ;
- l) Questions diverses.

2. Le Sous-Comité de la statistique a demandé au secrétariat de conduire des activités sur les questions suivantes : a) stratégies nationales de développement de la statistique ; b) cadres institutionnels ; c) série de recensements de la population et du logement de 2010; d) collaboration entre les parties prenantes pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique ; e) utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) ; f) suivi du développement ; g) formation ; h) comptabilité nationale; i) capacité statistique au sein de la CEA; et j) financement.

Le présent document fait le point de ces activités, des problèmes rencontrés et des mesures prises pour réaliser les objectifs du Sous-Comité.

## **II. Stratégies nationales de développement de la statistique**

3. Le Sous-Comité a rappelé aux États membres qu'ils devaient avoir défini une stratégie nationale de développement de la statistique et avoir commencé à la mettre en œuvre en 2006 au plus tard, en s'inspirant de préférence des directives arrêtées dans le cadre du Partenariat statistique au service du développement au XXI<sup>e</sup> siècle (PARIS21). Il a par ailleurs prié les partenaires techniques et financiers de continuer d'apporter un soutien à l'élaboration des stratégies nationales.

## **III. Activités entreprises**

4. Un atelier sur les stratégies nationales de développement de la statistique a été organisé sous les auspices de la CEA et de PARIS21, au siège de la Commission, à Addis-Abeba, en août 2005, à

l'intention des statisticiens des pays d'Afrique anglophone. Les participants avaient à leur disposition un guide établi par le secrétariat de PARIS21.

5. Le conseiller régional a effectué une mission en République démocratique du Congo du 27 février au 3 mars 2006. Les objectifs étaient les suivants : organiser un atelier à l'intention des utilisateurs et des producteurs de données, en collaboration avec le bureau national de statistique ; lancer le processus d'élaboration de la stratégie nationale de développement de la statistique ; et installer au bureau national de statistique un modèle de base de données conçu par la CEA pour les séries chronologiques et d'autres types d'information de portée plus vaste. L'atelier a permis de lancer officiellement l'élaboration de la stratégie nationale ; de faire en sorte que celle-ci soit fondée sur le Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement de la capacité statistique en Afrique ; d'obtenir que les programmes et projets en cours ou déjà prévus soient intégrés à la stratégie nationale, notamment l'élément statistique du mécanisme de contrôle du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ; et de lancer un appel aux partenaires de développement pour qu'ils alignent leurs interventions en ce qui concerne cet élément. L'atelier a réuni 80 participants, qui représentaient des ministères techniques, des sociétés d'État, des organisations internationales, des donateurs bilatéraux et des membres du personnel du bureau national de statistique.

6. La Banque africaine de développement (BAD) a organisé des ateliers sur l'assistance qu'elle apporte à l'élaboration des stratégies nationales de développement de la statistique, à l'intention des États membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA).

7. D'après le rapport préliminaire sur l'état d'avancement des stratégies nationales de développement de la statistique dans le monde (*Preliminary Worldwide Progress Report*), établi par le secrétariat de PARIS21 et daté du 12 avril 2006, quinze pays africains ont fini de mettre au point leur stratégie et plusieurs la mettent déjà en application. L'Angola, la Mauritanie, le Mozambique et le Soudan, qui ont déjà mis leur stratégie en application, ont indiqué qu'ils avaient l'intention d'appliquer les principes qui vont de pair avec la stratégie. Trente-deux pays sont en train d'élaborer une stratégie. Plusieurs en sont aux premiers stades de l'élaboration (cas du Botswana et du Ghana), d'autres en sont à un stade plus avancé et ont déjà obtenu l'appui de donateurs (cas de la Gambie, de la Guinée, du Niger, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo, de la Sierra Leone et de la Tanzanie). Quatre autres pays (Égypte, Érythrée, Liberia et Libye) n'ont ni élaboré ni mis en place de stratégie ; ils ont toutefois indiqué qu'ils s'attelleraient bientôt à la tâche. Seuls deux pays (les Seychelles et la Somalie) n'ont pas de stratégie et n'ont pas non plus indiqué qu'ils avaient l'intention d'en élaborer une.

#### **IV. Cadres institutionnels**

8. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Sous-Comité : a) a invité les États membres à faciliter l'examen du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent leurs travaux statistiques en renforçant les instruments juridiques, c'est-à-dire les lois applicables en matière de statistique, le cas échéant en les mettant à jour ; et b) a encouragé les États Membres à créer, lorsqu'ils n'existent pas déjà, des mécanismes de supervision ou de consultation de haut niveau pour assurer une exécution et une coordination efficaces de leurs activités de développement de la statistique.

9. La CEA n'a pas reçu de rapports des États Membres sur ce qu'ils ont fait en matière institutionnelle et on ne trouve pas non plus d'informations à ce sujet sur le site Web des services nationaux de statistiques.

## V. Série de recensements de la population et du logement de 2010

10. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Sous-Comité : a) a prié les pays de participer effectivement au programme et b) a demandé instamment à la CEA de prendre l'initiative en inscrivant les recensements à son programme de travail pour 2006-2007 et en créant un groupe de travail technique chargé de formuler la position de l'Afrique.

11. Le Centre africain pour la statistique (CAS) a effectué un certain nombre d'activités :

a) En 2005, la journée africaine des statistiques a eu pour thème la Série 2010 de recensements de la population et du logement, considérée comme une occasion d'améliorer l'information statistique pour permettre à l'Afrique d'assurer un meilleur suivi de l'agenda pour le développement. Ce thème avait été retenu car on souhaitait sensibiliser les pays africains à la question du recensement et les aider à réaliser au moins un recensement en 2010.

b) . Le Gouvernement sud-africain a organisé, en étroite collaboration avec la CEA et la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU, un symposium sur le développement des statistiques, qui avait plus particulièrement pour thème la série de recensements de 2010. Il s'agissait d'un premier symposium, qui s'est tenu à Cape Town, du 30 janvier au 2 février 2006. Il a réuni des experts venus de 43 pays africains et organisations régionales et internationales. Le colloque avait pour objet d'encourager tous les pays africains à effectuer un recensement en 2010 ; de parvenir à un consensus – dans une perspective africaine – au sujet de la révision des principes et recommandations de l'ONU ; de relier les activités statistiques et la campagne de recensements aux Objectifs du Millénaire pour le développement ; et de procéder à un large échange de données d'expérience au sujet de la participation des pays, de l'assistance technique, de l'information et de la diffusion des données.

c) Un deuxième symposium s'est tenu au Rwanda, à Kigali, du 15 au 20 janvier 2007. Le thème en était : L'Afrique compte – vers un dénombrement complet de la population africaine en 2010 [*Africa counts : Towards a complete enumeration of the African population during the 2010 Round of Population and Housing Censuses (RPHC)*]. Les principales questions abordées au cours des diverses séances ont été les suivantes : application des décisions prises lors du symposium de 2006 ; état des lieux, défis à relever, enseignements tirés de l'expérience et mesures requises dans les pays ayant effectué récemment un recensement et dans ceux qui en prévoient un, et plus particulièrement dans les pays sortant d'un conflit ; initiatives régionales prises dans la perspective des recensements de 2010 ; activités de mobilisation, notamment financière, à prévoir en vue des recensement de 2010 ; et révision, dans une perspective africaine, des principes et recommandations de l'ONU concernant les recensements de la population et du logement. Les participants, venus de quelque 41 pays africains, étaient au nombre de 150 environ.

d) Le fonctionnaire de la CEA chargé du Centre africain pour la statistique, accompagné d'un autre statisticien, a participé à deux ateliers organisés par l'ONU à l'intention des pays d'Afrique au sujet des recensements de 2010, l'un à Maputo, du 30 octobre au 2 novembre 2006 et l'autre à

Bamako, du 6 au 9 novembre 2006. Y ont participé 24 pays africains anglophones et 21 pays africains francophones.

12. Ces ateliers ont permis de présenter la version révisée des principes et recommandations de l'ONU concernant les recensements de la population et du logement. Il s'agissait plus précisément de présenter en détail les nouvelles normes internationales ; de discuter du choix des questions devant figurer dans les recensements afin d'obtenir le produit requis au niveau international ; d'examiner les dispositions à prendre dans les pays pour conduire des recensements selon les recommandations de l'ONU ; de déterminer les éléments des recensements qui posent le plus de problèmes dans chaque pays, afin de les renforcer et d'obtenir l'appui nécessaire. Les deux ateliers ont aussi été l'occasion d'examiner comment accroître la coopération régionale en Afrique en vue des recensements de 2010.

e) Un statisticien du Centre africain pour la statistique a effectué une mission au Soudan les 4 et 5 décembre 2006 pour apporter un appui technique et participer aux travaux du comité chargé de suivre les opérations de recensement au Soudan. La CEA apportera une assistance au pays pour l'aider à appliquer les principes et recommandations de l'ONU. Il s'agira du cinquième recensement de la population au Soudan et celui-ci se déroulera à la fin de 2007. Le bureau central de statistique s'occupera de préparer l'opération. Le parlement a défini le cadre juridique et les comités voulus sont déjà en place.

f) Dans le cadre des actions menées pour que le plus grand nombre possible de pays africains effectuent un recensement en 2010, le Centre africain pour la statistique a organisé en Angola, en collaboration avec la Division de statistique de l'ONU et sous la direction des Amis de la CEA, une journée spéciale de la statistique le 7 décembre 2006. Tous les États membres de la CDAA ont participé à cette manifestation, ainsi que des membres de haut niveau du Gouvernement angolais. L'Angola s'est engagé à effectuer un recensement de la population et du logement en 2010 au plus tard. Pour lui permettre de concrétiser cet engagement et de renforcer ses capacités, la CEA doit effectuer une évaluation des services de statistique angolais.

g) La CEA a décidé de consulter les États membres au sujet des activités de recensement conduites depuis la série de 2000. Elle a effectué une enquête auprès de 53 pays afin de recueillir des renseignements qui pourraient être utiles au groupe d'experts chargé de la série de recensement de 2010. Il s'agissait de tirer des enseignements des recensements de 2000 ; de recueillir des renseignements qui seront diffusés après des États membres et des organisations régionales et sous-régionales ; et de faire le point des questions qui se posent des problèmes qu'il faudra surmonter. Les principales conclusions de l'enquête sont les suivantes :

- i) 43 pays ont répondu au questionnaire, soit un taux de réponse de 81 pour cent ;
- ii) 93 pour cent des pays qui ont répondu ont indiqué que les opérations de recensement étaient effectuées pour l'essentiel par leur bureau national de statistique ;
- iii) Les organisations internationales jouent un rôle important du fait de l'aide qu'elles apportent pour la réalisation des recensements ;
- iv) Les pays africains utilisent les technologies de l'information et de la communication surtout pour la diffusion des données et l'établissement de cartes ;
- v) La publication des résultats sur papier demeure la principale méthode de diffusion des résultats, même il est aussi fait appel à l'Internet et aux CD-ROM ;

- vi) La plupart des pays africains citent le manque de personnel et le manque de moyens financiers comme principaux obstacles à la réalisation des recensements ;
- vii) 11 pays ont l'intention d'effectuer un recensement en 2006-2007.

## **VI. Collaboration entre les parties prenantes pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique**

13. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Sous-Comité : a) a encouragé la CEA à collaborer plus étroitement avec les partenaires et à promouvoir la coopération Sud-Sud, en ce qui concerne les efforts en cours en faveur de la statistique en Afrique; b) a encouragé les organisations régionales et sous-régionales à communiquer à la CEA tout renseignement sur leurs projets de programme de travail ; et c) a encouragé les États membres à favoriser la coopération Sud-Sud en vue du renforcement des capacités statistiques en Afrique.

14. On trouvera ci-après une description des activités qui ont été menées par la Division de statistique de l'ONU, en collaboration avec la CEA et d'autres organisations, dans le cadre du projet relatif au renforcement des capacités statistiques à l'appui des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans la région de la CEDEAO.

a) Un atelier régional sur les statistiques du commerce international de marchandises a été organisé au centre de conférences de la CEDEAO, à Abuja, en août/septembre 2005, à l'intention des États membres de la CEDEAO, auxquels s'est joint la Mauritanie. L'atelier a réuni des douaniers et des statisticiens, qui ont réfléchi aux solutions à adopter pour résoudre les problèmes que pose la production de données sur les échanges. Les débats étaient dirigés par des experts de la CEDEAO, de la Division de statistique de l'ONU, de la CNUCED et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ils ont porté sur les questions de méthode et sur l'emploi du logiciel ASYCUDA par les douanes et du logiciel EUROTRACE par les services de statistique.

b) Un atelier sur les données et les indicateurs relatifs au suivi de la réalisation des OMD s'est tenu à Praia du 5 au 9 décembre 2005. Le but était de mieux faire connaître les OMD aux membres des services de statistique nationaux et de les mettre mieux à même de produire des données, des indicateurs et des analyses pour le suivi des OMD au niveau national. Plus précisément, les objectifs de l'atelier étaient les suivants : faire en sorte que tous comprennent de la même façon les définitions et les concepts acceptés au niveau international concernant les indicateurs des OMD ; procéder à des échanges d'expérience au sujet de l'adaptation, au niveau des pays, des objectifs, cibles et indicateurs définis au niveau international ; formuler des recommandations concernant les dispositions à prendre pour renforcer les statistiques aux niveaux national et international pour que les pays soient davantage en mesure de réaliser les OMD, de planifier leur réalisation et d'assurer un suivi ; et accroître la capacité de production et de diffusion d'indicateurs des OMD dans 15 pays de la région de la CEDEAO.

c) Un groupe d'experts sur les statistiques de l'énergie et de l'environnement s'est réuni à Abuja du 7 au 9 août 2006 pour mettre au point des cadres stratégiques devant permettre d'institutionnaliser et de renforcer les statistiques de l'énergie et de l'environnement dans la région de la CEDEAO. Le groupe était composé de membres des services nationaux de statistique et des ministères et organismes chargés de l'énergie et de l'environnement des pays de la CEDEAO. Les cadres stratégiques devaient définir des objectifs, des mesures et des produits s'inscrivant dans la

durée; et indiquer comment passer du stade de projet à celui de programme établi, afin de garantir la viabilité du projet mené conjointement par la Division de statistique de l'ONU et la CEDEAO.

d) Une dernière réunion du comité directeur et de l'atelier sur la planification stratégique des activités statistiques a été organisée au sujet du projet de renforcement des capacités statistiques à l'appui des OMD dans la sous-région de la CEDEAO. Le comité directeur devait examiner les produits sur lesquels devaient déboucher le projet et prendre des dispositions, en collaboration avec la Division de statistique de l'ONU, le secrétariat de la CEDEAO et la CEA, pour institutionnaliser les activités lancées dans le cadre du projet, de manière que les activités statistiques se poursuivent après son terme, fin 2006. L'atelier s'est intéressé à la manière dont les responsables devaient s'y prendre, concrètement, pour trouver un équilibre entre les activités au jour le jour et les objectifs à long terme, et pour que les grands projets statistiques contribuent aussi à la réalisation des objectifs globaux à long terme des systèmes nationaux de statistique. L'atelier, qui s'est tenu à Addis-Abeba, en août 2006, a réuni plus de quarante participants venus de 16 pays africains, ainsi que des membres des secrétariats de la CEDEAO et de la CEA.

e) Un atelier sur les statistiques relatives au commerce international de marchandises s'est tenu à Douala, de 12 au 15 juin 2006. Cet atelier, qui intéressait la sous-région de l'Afrique centrale, était organisé conjointement par la Division de statistique de l'ONU et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Il a réuni des douaniers et des statisticiens, qui ont réfléchi aux problèmes que posent la production de données sur le commerce.

f) Un premier comité directeur a lancé le projet sur le renforcement des capacités statistiques à l'appui des objectifs de développement convenus au plan international dans la sous-région de la CDAA. La réunion était organisée par la Division de statistique de l'ONU et accueillie par le bureau de statistique de l'Afrique du Sud, à Durban. Elle s'est tenue du 14 au 17 juillet 2006. Le comité directeur était composé des chefs des bureaux nationaux de statistique des pays membres de la CDAA et de représentants du secrétariat de la CDAA, de la CEA, de la Division, et de partenaires de développement ayant des activités, en cours ou prévues, dans la région. Les participants ont examiné les besoins de la région en matière de renforcement des capacités statistiques et les priorités à respecter, ainsi que les propositions avancées par divers partenaires, et sont convenus d'un plan d'exécution général du projet proposé par la Division. Un atelier de formation sur l'organisation et la gestion des statistiques, également destiné aux États membres de la CDAA, a eu lieu à Luanda du 2 au 7 décembre 2006, dans le cadre du même projet. Il a été l'occasion d'un échange sur diverses questions relatives aux statistiques - direction et gestion, dotation en personnel, législation, place des services nationaux de statistique auprès du gouvernement - déjà évoquées à la première réunion du comité directeur. Le Centre africain pour la statistique a fourni des informations aux participants par l'intermédiaire de son conseiller régional en organisation et gestion des statistiques, qui était présent à l'atelier.

g) Du 23 au 28 mai 2005, des experts régionaux et internationaux se sont réunis à la CEA pour examiner les orientations stratégiques et les méthodes pratiques à adopter pour planifier, financer, gérer et coordonner les activités de développement des statistiques. Il s'agissait d'une réunion d'information sur le Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement de la capacité statistique en Afrique. Des statisticiens de la CEA, de la BAD, de la Banque mondiale, de PARIS21, d'organismes donateurs et d'organismes statistiques régionaux ont examiné les progrès réalisés dans la mise en place du Cadre depuis le lancement du Forum sur le développement de la statistique en Afrique, en mai 2004. Le Cadre devait permettre aux États membres de mieux répondre à la demande

croissante de données, qui découlait de la nécessité de suivre les progrès de l'agenda pour le développement ; il devait s'étendre sur une période de dix ans (2005 - 2015). Au cours de la réunion, quatre experts internationaux ont reçu pour mission de commencer des consultations dans 22 pays africains au sujet du Cadre. Ces 22 pays se trouvaient dans des situations diverses : pays en conflit ou sortant d'un conflit ; pays bien avancés ou au contraire en difficulté ; pays de groupes linguistiques divers ; pays relevant de différents bureaux sous-régionaux ; et pays accueillant des organisations sous-régionales et des centres de formation aux statistiques.

h) Suite à l'adoption du Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement de la capacité statistique en Afrique, au cours du Forum sur le développement de la statistique en Afrique, les parties prenantes ont recommandé que la CEA et la BAD fixent les modalités de leur collaboration à la mise en œuvre du Cadre, s'agissant de la coordination, de l'exécution, du contrôle et du suivi. Des représentants des deux organisations se sont donc rencontrés pour examiner comment ils pourraient coordonner leurs activités de renforcement des statistiques en Afrique. Cette rencontre a débouché sur une retraite commune de la BAD et de la CEA, à Tunis, les 8 et 9 septembre 2006, au cours de laquelle les représentants des deux organisations ont réfléchi aux points suivants : comment collaborer au mieux de manière à ce que chacune s'acquitte de son mandat en Afrique ; comment renforcer leur action dans les domaines dans lesquelles elles collaborent déjà ; comment étendre leur collaboration à de nouveaux domaines ; et quels mécanismes mettre en place pour traiter les questions nouvelles, étant donné que les deux organisations avaient entrepris des réformes internes.

## **VII. Utilisation des technologies de l'information et de la communication**

15. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Sous-Comité : a) a recommandé que les pays fassent davantage appel aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et aux réseaux informatiques [système de positionnement universel (GPS), système d'information géographique (SIG), assistants numériques personnels (PDA), bases de données accessibles sur Internet, etc.] pour produire et diffuser l'information statistique plus efficacement et à un coût moindre ; et b) a recommandé que les pays favorisent l'utilisation effective des statistiques en exploitant une vaste gamme de produits (en particulier des produits faciles à utiliser), ainsi que les réseaux existants, pour faire connaître les résultats des enquêtes.

16. Le Centre africain pour la statistique a réalisé un certain nombre d'activités qui visaient à développer les capacités des États Membres et des communautés économiques régionales en matière de création de base de données. On peut notamment citer les activités suivantes :

a) La CEA a envoyé un consultant en gestion de bases de données, attaché à son équipe de statistique, auprès de la CEDEAO, à Abuja, du 11 au 26 juillet 2005. La mission a consisté principalement à installer à la CEDEAO la base de données statistique de la CEA (StatBase), à former le personnel de la CEDEAO au fonctionnement de StatBase et à adapter certaines des fonctionnalités de la base de données aux besoins de la CEDEAO. La mission a été organisée à l'initiative de la CEDEAO, qui en avait fait la demande auprès du directeur de la Division de la politique économique et sociale, suite à une démonstration de StatBase effectuée lors de CODI-IV, à Addis-Abeba.



b) Un atelier de formation au développement des statistiques et à la gestion des bases de données a été organisé à l'intention de 19 représentants de pays d'Afrique de l'Est et de plusieurs organisations sous-régionales, à Bujumbura, du 3 au 5 mai 2006. Les points suivants ont fait l'objet d'exposés : Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement de la capacité statistique en Afrique ; diffusion des données ; qualité des données ; Système général de diffusion des données (SGDD) ; principales fonctionnalités de StatBase ; accès à StatBase ; module d'administration ; module de métadonnées ; gestion des données ; recherches ; établissement de rapports.

c) À la demande de la CEDEAO, le conseiller régional et le consultant de l'équipe de statistique de la CEA ont effectué une mission à Lomé, du 10 au 13 juillet 2006. Il s'agissait d'organiser un atelier de formation sur le développement des statistiques et la gestion des bases de données à l'intention de représentants des pays membres de la CEDEAO et d'organisations sous-régionales. La mission a débouché sur les résultats suivants : lancement officiel des préparatifs des Stratégies nationales de développement de la statistique ; adoption du programme d'élaboration des Stratégies ; décision de se référer au Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement de la capacité statistique en Afrique pour l'élaboration des stratégies ; décision de tenir compte dans les Stratégies des programmes et projets en cours ou déjà prévus (notamment l'élément statistique du mécanisme de contrôle du DSRP) ; et plaidoyer auprès des partenaires de développement pour qu'ils alignent leurs interventions en matière de statistiques sur les DSRP. La mission a en outre permis d'installer StatBase, en veillant à ce que celle-ci soit accessible en réseau ainsi que des données sur certains indicateurs. Des manuels d'utilisation et de la documentation technique sur StatBase ont été distribués aux membres des services statistiques nationaux, et huit personnes ont été formées à l'utilisation de StatBase.

d) Le bureau national de statistiques du Nigéria met actuellement au point une base de données ORACLE accessible par l'Internet, dans laquelle seront rassemblées des données provenant de recensements, d'enquêtes et d'archives.

## **VIII. Suivi du développement**

17. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Sous-Comité a engagé vivement la communauté statistique à étendre le schéma de suivi de la pauvreté (OMD et DSRP) aux autres composantes du nouvel agenda pour le développement, dont le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

18. Aucune information n'a été communiquée à ce jour au Centre africain de statistique sur les activités qui auraient été réalisées à cette fin.

## **IX. Formation**

19. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Sous-Comité : a) a exhorté les pays à réitérer leur adhésion aux initiatives de formation, avec le soutien des partenaires de développement ; b) a souligné la nécessité d'une collaboration entre les centres de formation statistique aux niveaux national, sous-régional et régional ; et c) a encouragé la coopération entre les centres de formation statistique et les organisations régionales et sous-régionales et d'autres institutions internationales.

20. le conseiller régional du Centre africain pour la statistique a organisé un atelier de formation à Dakar, du 27 janvier au 2 février 2006, sur l'organisation et la gestion des systèmes nationaux de statistiques. Cet atelier s'adressait aux étudiants en fin de cycle du centre de formation en statistique de Dakar. La formation s'est déroulée sur cinq demi-journées et sept étudiants venus du Bénin, du Burkina Faso et Togo ont également participé à l'atelier.

21. Au Maroc, l'Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA) met actuellement en place un système « licence-maîtrise-doctorat » qui vise à rendre ses étudiants plus mobiles et à harmoniser son programme d'études sur celui d'autres écoles. Chaque année, l'INSEA délivre un diplôme à 120 étudiants environ.

22. Le CAS n'a pas reçu de renseignements sur les activités des autres centres de formation et n'en a pas non plus trouvé sur ces sites Web de ces centres.

## **X. Comptabilité nationale**

23. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Sous-Comité : a) a exhorté les pays à accélérer la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993) en allouant des ressources suffisantes aux services nationaux de statistique et aux autres organismes chargés de l'établissement des comptes nationaux; b) a demandé à la CEA de coordonner l'action des organisations régionales et sous-régionales afin qu'elles jouent un rôle moteur dans l'élaboration des stratégies de mise en œuvre du SCN 1993 et dans le soutien qui doit être apporté à cet effet; c) a exhorté la CEA à engager et organiser, dans le cadre de son programme de travail pour 2006-2007, des consultations avec les pays et les organisations régionales et sous-régionales concernant la révision du SCN 1993.

Activités réalisées à ce titre :

24. Un atelier d'une durée de trois jours a été organisé à Addis-Abeba, en août 2005, sur l'établissement des comptes nationaux et la manière dont ils peuvent être analysés pour guider la politique. L'atelier a réuni 27 statisticiens venus de 17 pays d'Afrique, du Fonds monétaire international (FMI), de la Division de statistique de l'ONU et des États-Unis d'Amérique. Un débat approfondi a eu lieu. Le FMI et la Division de statistique ont fourni un appui technique et de la documentation. On a expliqué la lenteur de la mise en place du SCN 1993 par le manque de ressources humaines et financières dans les pays et par l'aide insuffisante que ceux-ci reçoivent des partenaires internationaux. L'objectif était surtout de doter les pays participants de moyens accrus pour compiler les comptes et tenir les statistiques correspondantes et en particulier de leur livrer des enseignements pratiques concernant les institutions (effectifs, ressources financières, organisation interne, et coordination avec la banque centrale et le ministère des finances).

## **XI. Capacité statistique au sein de la CEA**

25. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Sous-Comité a exhorté la CEA à accorder à la fonction statistique de la Commission l'attention qu'elle mérite, étant donné les besoins croissants de la région en statistiques pour le développement.

26. Dès sa nomination, en octobre 2005, le Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA, M. Abdoulie Janneh, a mis en place une stratégie de repositionnement de la CEA dont l'objectif était de faire en sorte que la Commission puisse mieux servir l'Afrique. L'un des principaux domaines visés par le repositionnement est le renforcement des capacités statistiques de l'Afrique. Pour bien souligner sa volonté, le Secrétaire exécutif a participé au lancement de la série de symposiums sur le développement de la statistique, dont le premier a eu lieu à Cape Town (Afrique du Sud), en janvier 2006. Ces symposiums se tiennent chaque année dans un pays différent et portent sur des questions particulières ayant trait aux statistiques officielles. Le mois suivant, en février 2006, à la réunion des directeurs des services de statistique africains, à Addis-Abeba, le Secrétaire exécutif a présidé la séance au cours de laquelle a été adopté le Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement de la capacité statistique en Afrique. À la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, tenue à Ouagadougou, en mai 2006, il a présenté la stratégie de repositionnement de la CEA et les projets de résolution relatifs aux symposiums et au Cadre stratégique régional de référence. Les ministres ont approuvé ces initiatives et ont voté une résolution sur le renforcement des statistiques en Afrique. Enfin, en août 2006, le Secrétaire exécutif a pris la décision de créer le Centre africain pour la statistique (CAS) en lui donnant rang de division. Le Centre lui fait directement rapport. La revitalisation de ses activités statistiques permettra à la CEA de jouer le rôle qui doit être le sien dans le développement des statistiques en Afrique. Elle lui permettra aussi de contribuer à l'amélioration de la gestion économique et à un meilleur suivi des progrès vers la réalisation des objectifs nationaux et internationaux de développement, dont les OMD. Il faut toutefois que la CEA alloue au CAS des ressources humaines et financières suffisantes pour qu'il puisse s'acquitter de son mandat.

## **XII. Financement**

27. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Sous-Comité : a) a prié les États d'engager les ressources nécessaires pour financer leurs activités statistiques ; et b) a encouragé les partenaires de développement à coordonner leur aide en matière de développement statistique en fonction des plans stratégiques nationaux.

28. On a estimé que pour que le Cadre stratégique régional de référence soit appliqué dans tous les pays d'Afrique, il faudrait que les donateurs versent 73 millions de dollars par an. Sur ce montant, 60 millions de dollars seraient affectés aux pays à faible revenu, 9 millions de dollars aux pays se situant dans la tranche inférieure des revenus intermédiaires et 4 millions de dollars aux pays se situant dans la tranche supérieure des revenus intermédiaires.

29. Les États membres n'ont communiqué aucun renseignement sur les ressources affectées aux activités statistiques.

## **XIII. Conclusion**

30. Les pages qui précèdent donnent une vue d'ensemble des activités qui ont été conduites pour donner suite aux recommandations du Sous-Comité. On note toutefois que sur certains points le Centre africain pour la statistique n'a pas pu obtenir de renseignements.

31. La CEA doit renforcer les effectifs du CAS. Il faut aussi qu'elle lui affecte des moyens financiers suffisants, afin qu'il puisse s'acquitter efficacement de ses tâches.

32. À ce jour, le CAS n'a pas reçu de rapports des services nationaux de statistique ni des centres de formation à la statistique. Il n'a pas non plus trouvé sur leurs sites Web les renseignements dont il avait besoin. Ceux-ci devraient cependant être communiqués lors de la cinquième réunion du CODI. Il faudrait qu'à l'avenir les services nationaux de statistique et les centres de formation tiennent le CAS régulièrement informé de leurs activités. Il faudrait enfin que celui-ci se dote de moyens accrus pour s'informer de la suite donnée aux recommandations du Sous-Comité.